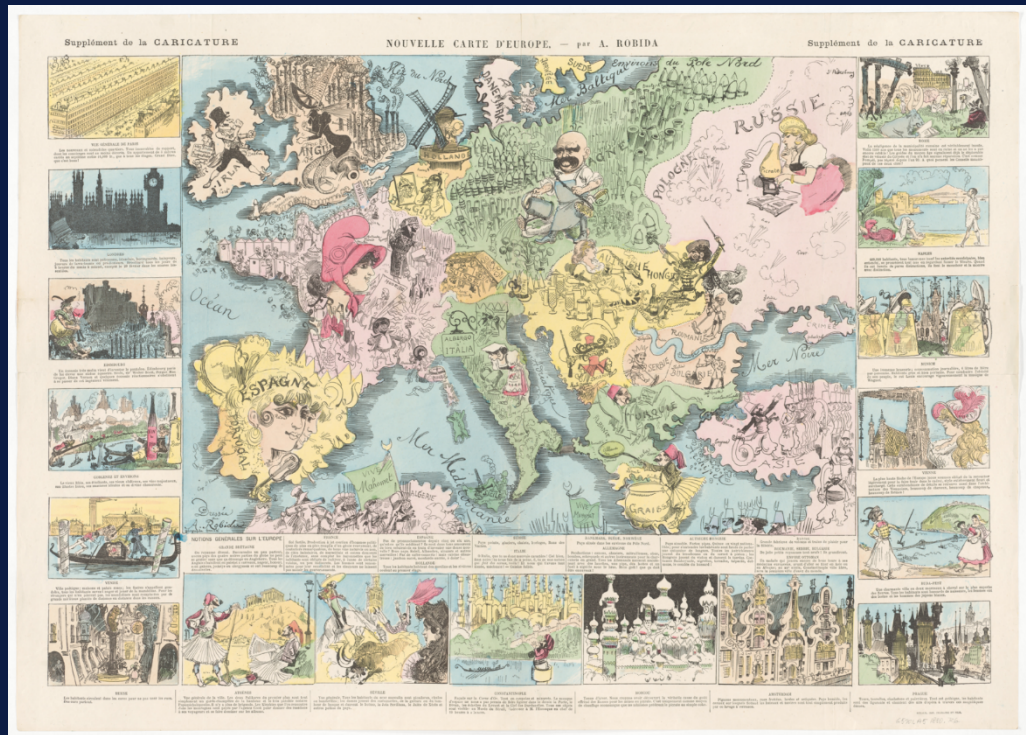


[DÉCRYPTAGE]

LE RÉALISME OFFENSIF ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
FRANÇAISE : UN FRANC SUCCÈS ?



Par Dylan MOTIN

Publié le 22 février 2022
Relu par Marina ROBERT-VANIER



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

Dans cet article, j'explique que la politique étrangère contemporaine de la France est plus réussie qu'on ne le dit généralement dans le débat public. Pour ce faire, je m'appuie sur la théorie du réalisme offensif et je décris les grands traits de la politique étrangère française. En effet, j'affirme que la France s'est principalement employée depuis 1815 et jusqu'à aujourd'hui à empêcher l'émergence d'une puissance hégémonique en Europe, avec succès.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Dylan MOTIN est membre de la Délégation internationale des Jeunes IHEDN en Corée du Sud, chercheur invité à l'*Institute for Far Eastern Studies* (Séoul) et doctorant en science politique à la *Kangwon National University*.

in

À PROPOS DE LA DÉLÉGATION

« La détérioration des relations sino-américaines, le statut nucléaire de facto de la Corée du Nord et les tensions avec le Japon sont les tendances lourdes auxquelles les autorités sud-coréennes font face. Dans ce contexte, la création d'une architecture de sécurité régionale pérenne semble hypothétique sur le court terme. Sur la scène domestique, les enjeux liés à la transition démographique et au développement durable sont au cœur des politiques gouvernementales. Par l'organisation d'ateliers, de conférences, d'interviews, de visites ainsi que la publication d'analyses et de rapports, la Délégation internationale pour la Corée souhaite traiter des questions nationales, régionales et internationales sous un angle original et pertinent ; le profil diversifié de ses membres – académique, géographique, professionnel – est un atout dans ce sens. » Christophe K. (Délégué International).

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



Introduction

La politique étrangère française contemporaine est un succès. Cette simple affirmation sonnera certainement comme une provocation pour beaucoup de lecteurs, qui auront sans doute plutôt l'habitude d'entendre dans la bouche des personnalités politiques que l'action étrangère française se résume à une succession de ratés et de renoncements.

Une grande part des critiques de la politique étrangère française est répartie entre trois groupes : les internationalistes, les libéraux et les civilisationnistes. Les internationalistes voient la diplomatie française comme soumise aux lobbys du capital et du complexe militaro-industriel et souhaiteraient que Paris adopte une approche tiers-mondiste et anti-impérialiste. Les libéraux se reconnaissent dans la promotion de la démocratie, du libre-échange et d'un « ordre international reposant sur des règles (*rules-based international order*) » ; ils sont notamment attachés à l'Union européenne comme moyen et finalité de l'action française. Les civilisationnistes partagent généralement une hostilité aux institutions européennes, à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et au monde anglo-saxon et privilégient une alliance avec la Russie.

Néanmoins, ces trois groupes partagent une même faiblesse : aucun n'explique la politique étrangère telle qu'elle est. Ils se concentrent plutôt sur ce qu'elle devrait être. Les trois considèrent que Paris est dans l'erreur depuis au moins 1945. Pour les internationalistes et les civilisationnistes¹, la faute revient aux forces souterraines qui se seraient emparées du Quai d'Orsay et mènent la Nation au naufrage. Pour les libéraux, la survivance d'« égoïsmes nationaux » et du chauvinisme expliquent que la France ne promeuve pas plus activement l'intégration européenne et s'accroche à une souveraineté fantasmée².

¹ Un exemple d'argument internationaliste est Orient XXI, « Ce que préconise Jean-Luc Mélenchon », 21 avril 2017, <https://orientxxi.info/magazine/ce-que-preconise-jean-luc-melenchon,1820> (consulté le 15/01/2022). Un exemple civilisationniste est DE VILLIERS Philippe, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Paris : Fayard, 2019.

² Par exemple, SCHOEN Céline, « L'Europe à l'épreuve du coronavirus et des égoïsmes nationaux », *L'Express*, 14 mars 2020, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/l-europe-a-l-epreuve-du-coronavirus-et-des-egoismes-nationaux_2120841.html (consulté le 15/01/2022).

Dans cet article, nous montrons qu'une 4e approche existe et rend raison des grands traits de la politique étrangère française, non seulement pour l'époque contemporaine mais depuis au moins le XIXe siècle, bien mieux que les 3 autres : le réalisme offensif. Cette version de la plus large théorie néoréaliste des relations internationales offre un cadre unificateur pour expliquer l'action française sur le temps long³. Nous avançons ici que la France suit depuis 1815 une ligne simple : empêcher l'émergence d'une puissance hégémonique sur le continent européen, et ce avec des moyens de plus en plus limités. Nous concluons que définie ainsi, la politique étrangère française est plus réussie que généralement reconnu.

La théorie réaliste offensive

Le réalisme offensif débute par 5 constats sur la nature des relations internationales⁴. Celles-ci sont marquées par l'anarchie ; aucune autorité n'est au-dessus des États souverains. Tous les États, grands ou petits, possèdent des capacités offensives. Un État ne peut jamais être sûr des intentions d'un autre État. Un État peut avoir de nombreux objectifs, mais il souhaite toujours, au minimum, survivre. Les États sont des acteurs rationnels ; ils mettent en relation moyens et fins.

De ces 5 constats, on peut tirer une théorie. Les États sont livrés à eux-mêmes et font face à d'autres États potentiellement capables de les attaquer et dont ils ignorent les intentions. Ils n'ont donc guère d'autre choix que de s'armer pour dissuader ou défaire un potentiel agresseur. Par chance ou par conquête, certains États sont plus puissants que d'autres. Les plus puissants d'entre eux sont les grandes puissances du système. Un État confronté à plus puissant que lui doit s'allier à d'autres afin de maintenir sa sécurité. En effet, les États les plus faibles ont intérêt à maintenir un équilibre des puissances pour éviter l'hégémonie du plus fort.

³ WALTZ Kenneth N., *Theory of International Politics*, Boston : Addison-Wesley, 1979.

⁴ MEARSHEIMER John J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York : W. W. Norton, 2014.

Le rôle de la géographie est central. En effet, à puissance égale, un État voisin peut faire immensément plus de dégâts qu'un État à l'autre bout de la planète. Il est donc naturel qu'un État un tant soit peu puissant aspire à dominer son voisinage et devenir le seul hégémon régional, éliminant par là même la menace d'invasions. Aussi, plus un État menaçant est loin, plus on est tenté de « renvoyer la balle » (*buck-passing*) à d'autres et ainsi éviter de prendre des risques pour le contrer.

Par exemple, l'Angleterre a souvent évité de porter directement le fardeau d'un engagement militaire massif sur le continent européen en supportant plutôt les États continentaux aux prises avec de potentiels hégémons (on pense notamment à la politique anglaise contre Napoléon). Les États-Unis ont aussi imité cette politique pendant les 2 guerres mondiales en ne se joignant que tard à la bataille. En sens inverse, les puissances insulaires telles que l'Angleterre et les États-Unis sont des alliés recherchés car elles sont moins menaçantes que les puissances continentales, plus capables de larges invasions.

On peut ainsi souligner trois éléments. L'échelle régionale de la politique internationale est la plus essentielle (l'Europe pour la France). Les États ont intérêt à empêcher l'émergence d'une puissance hégémonique capable de les soumettre. Mais ils essayent si possible de transmettre le fardeau de la confrontation à d'autres afin de réduire tant les coûts que les risques.

De 1815 à 1945

On peut maintenant appliquer la théorie à la politique étrangère française en commençant avec la chute de Napoléon. Entre la fin de la guerre de Trente Ans (1618-1648) et 1815, la France a essayé par 2 fois, à travers Louis XIV et Napoléon, de devenir la puissance hégémonique d'Europe. Mais ces 2 poussées ont été stoppées par la formation de coalitions des autres grandes puissances afin d'abattre la puissance française. Après 1815, la France entame une longue phase de déclin alors que d'autres puissances comme la Prusse et la Russie commencent leur ascension. Paris, désormais incapable d'atteindre

l'hégémonie pour elle-même, en est réduite à tenter de maintenir l'équilibre des puissances en Europe.

Ce motif se dessine déjà à l'époque de Napoléon III. L'Angleterre et la France se lancent ensemble dans la guerre de Crimée pour prévenir une montée en puissance russe. Quelques années plus tard, Paris se laisse surprendre par l'émergence de la Prusse devenue Allemagne. La poussée coloniale des années 1880-1890 ne suffit pas à rétablir un équilibre et Berlin s'installe comme un hégémon potentiel au tournant du XIXe siècle.

La rivalité anglo-française au XIX siècle est ainsi principalement coloniale ; Londres et Paris ne craignent plus le débarquement de l'autre. La France n'en a en effet pas la flotte et l'Angleterre n'en a pas l'armée. Une fois les lignes fixées par la crise de Fachoda (1898), il ne reste plus d'obstacle à une alliance contre la montée de l'Allemagne. Angleterre, France, Russie, et États-Unis réussissent finalement à abattre la puissance allemande en 1918.

La suite est connue : l'armée allemande resurgit par la main d'Hitler dans les années 1930. La France retrouve alors sa mission anti-hégémonique. Bien que défaite en quelques semaines, elle est rétablie par la victoire des Américains, Anglais et Soviétiques qui mettent à bas l'Allemagne et la coupent en deux. Néanmoins, Paris ne fait qu'échanger un hégémon potentiel contre un autre.

La guerre froide

L'armée soviétique, dorénavant déployée au cœur du territoire allemand, devient une menace pour la survie de tous les États d'Europe de l'Ouest. Ce redoutable opposant force ainsi les Allemands de l'Ouest et les Français à poser les bases de la communauté européenne⁵. De plus, la défaite de 1940 a exclu pour de bon la France du rang des grandes puissances. Ainsi diminués, les Français sont donc aussi obligés de s'associer avec les Américains et les Anglais pour former l'OTAN.

⁵ ROSATO Sebastian, *Europe United: Power Politics and the Making of the European Community*, Ithaca : Cornell University Press, 2011.

La France de la guerre froide a ce paradoxe d'encourager la présence américaine en Europe tout en participant peu à la défense collective de l'Allemagne de l'Ouest. C'est la géographie qui permet ce « renvoi de balle ». En effet, l'Allemagne est en 1ère ligne alors que la France n'a pas de frontière directe avec le bloc soviétique. De Gaulle se permet même de se retirer du commandement intégré de l'OTAN en 1966, sans toutefois remettre en cause l'alliance occidentale.

Ainsi, cette politique apparemment contradictoire ne l'est pas et trouve son origine dans la rencontre de la menace soviétique et d'une géographie politique permettant une stratégie de renvoi de balle. En effet, en cas de guerre, il eut été plus avantageux de laisser les autres alliés absorber le gros de l'offensive soviétique afin que la France reste indemne le plus longtemps possible. Une telle stratégie n'est possible que grâce au tampon ouest-allemand.

Internationalistes, libéraux et civilisationnistes objecteraient sans doute que la peur suscitée par l'Union soviétique est due plus au rejet de son idéologie communiste qu'à ses capacités militaires. Néanmoins, cet argument ne tient pas la route. L'idéologie n'explique pas les tensions du gaullisme : si Paris était principalement guidée par l'idéologie, l'engagement au sein de l'alliance occidentale et des instances européennes aurait été total et sans réserve. On aurait aussi du mal à expliquer les relations privilégiées avec des États communistes comme la Chine et la Roumanie. La France était donc opposée à la puissance soviétique non pas parce que *soviétique*, mais parce que *puissance* ; comme le notait de Gaulle, « les seules réalités internationales, ce sont les nations. La Russie boira le communisme comme le buvard boit l'encre »⁶.

L'ère contemporaine

La fin des années 1980 voit la puissance soviétique décliner rapidement alors que l'Allemagne se dirige vers une réunification. Anglais et Français sont d'abord opposés à la réunification, de crainte que l'Allemagne ne devienne une fois de plus un potentiel

⁶ PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, tome 1, Paris : Fayard, 1994.

hégémon et donc une menace existentielle. Mais les Américains, souhaitant abattre une fois pour toute la puissance soviétique, promettent à Londres et Paris de maintenir leur présence militaire en Europe et de les protéger si l'Allemagne redevenait une menace⁷.

L'Union soviétique se dissout en 1991 et l'armée russe se retire d'Allemagne en 1994. La puissance allemande est anesthésiée par l'OTAN et les chars russes, autrefois prêts à foncer sur le Rhin depuis Fulda, ont été repoussés au-delà de la Vistule. Pour la 1ère fois depuis la chute de l'Empire romain, le territoire national n'est plus menacé d'invasion. En effet, durant les années 1990 et 2000, il n'y a plus aucune grande puissance en Europe.

Cette parenthèse s'achève par la résurrection de la puissance russe. La *National Security Strategy* américaine (2017) affirme en effet que Washington est désormais en compétition avec 2 autres grandes puissances, la Chine et la Russie (dans cet ordre)⁸. Moscou, maintenant seule grande puissance en Europe, a rétabli une force militaire qui éclipse toutes les armées européennes⁹. À la suite des événements ukrainiens de 2014 s'est formé un vaste consensus pour revigorer l'OTAN et contenir la puissance russe renaissante.

La France participe à cet effort. Néanmoins, les dépenses militaires françaises sont loin de leur moyenne de la guerre froide et Paris reste peu impliquée dans la défense du flanc oriental de l'OTAN. En effet, la menace russe actuelle est encore plus éloignée du territoire national que ne l'était la menace soviétique d'antan. La France a donc plutôt intérêt à laisser les autres (notamment les Européens de l'Est et les Américains) le soin de contenir les ambitions russes.

Une stratégie gagnante

⁷ SHIFRINSON Joshua R., *Rising Titans, Falling Giants: How Great Powers Exploit Power Shifts*, Ithaca : Cornell University Press, 2018.

⁸ Gouvernement américain, *National Security Strategy of the United States of America*, Washington, D.C. : White House, 2017.

⁹ MEIJER Hugo et BROOKS Stephen G., « Illusions of Autonomy: Why Europe Cannot Provide for Its Security if the United States Pulls Back », *International Security*, Vol 45, No 4, 2021, pp. 7-43.

La politique étrangère française a ainsi pour objectif constant de corriger les effets cumulés de 1815, 1870, 1940 et des tendances structurelles défavorables qui ont mené au déclin des capacités nationales et à la montée de l'Allemagne puis de la Russie. Après 1945, La France a employé pour ce faire une méthode originale : l'introduction d'une puissance extrarégionale, les États-Unis, dans l'équation européenne afin de contenir les Russes et de se prémunir contre une potentielle renaissance allemande. Les relations anglo-américano-françaises reposent donc sur le même pilier depuis au moins 1945 : empêcher l'émergence d'une puissance supérieure sur le continent européen.

Ainsi, la politique étrangère française, observée à travers cette lunette du réalisme offensif, est un succès quasi-total. Depuis 1815, trois hégémons potentiels, l'Allemagne wilhelmienne, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, ont été abattus. Jamais depuis la chute de l'empire romain le territoire national n'avait été libre de la menace d'invasions étrangères. Même si la Russie s'est rétablie, le danger reste éloigné des frontières françaises, autorisant Paris à se contenter du service minimum et d'un « atlantisme modéré »¹⁰.

Nous avons démontré ici que le réalisme offensif explique de façon convaincante les grands mouvements de la politique étrangère française depuis au moins 2 siècles. Néanmoins, en sciences sociales, aucune théorie n'est définitive ou parfaite. De plus, les 3 approches traditionnelles mentionnées en introduction ont leur intérêt. Les internationalistes et les libéraux ont beaucoup à dire sur les sujets de l'économie et de la sécurité humaine. Les civilisationnistes captent un sentiment populaire réel. Néanmoins, les 3 apportent peu à la compréhension de la politique étrangère française sur le temps long. Jugée sur une base réaliste, celle-ci prend tout son sens et apparaît plus réussie que ce qu'on en dit généralement.

¹⁰ CHALARD Laurent, « Face à la menace turque, la France s'engage sur la voie de l'indépendance géostratégique », *Le Figaro*, 18 septembre 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/face-a-la-menace-turque-la-france-s-engage-sur-la-voie-de-l-independance-geostrategique-20200917> (consulté le 15/01/2022).



publication@jeunes-ihedn.org